



**l'Assurance  
Maladie**

Agir ensemble, protéger chacun

---

*Caisse Primaire d'Assurance Maladie*

*de la Haute-Vienne*

*22, avenue Jean Gagnant*

*87000 LIMOGES*

---

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES**

### **PARTICULIERES (C.C.A.P.)**

#### **Prestations d'accompagnement au changement**



**Marché n° 2025-87AG001L00**

Appel d'offres ouvert

## **SOMMAIRE**

### **CHAPITRE I Stipulations générales.**

**Article 1 Objet du marché – Dispositions générales**

**Article 2 Pièces constitutives du marché**

**Article 3 Dévolution**

**Article 4 Durée Du Marché**

**Article 5 Intervenants**

### **CHAPITRE II Conditions financières du marché.**

**Article 6 Forme du prix et conditions de variation**

**Article 7 Avances**

**Article 8 Modalités de paiement**

**Article 9 Retenue de garantie**

### **CHAPITRE III Conditions d'exécution du marché.**

**Article 10 Modalités de communication entre les parties**

**Article 11 Exécution des prestations**

**Article 12 Propriété intellectuelle**

**Article 13 Confidentialité des données – Sécurité du système d'information**

**Article 14 Pénalités et primes**

**Article 15 Mesures correctives**

**Article 16 Cas de résiliation**

**Article 17 Attestations fiscale – sociale – assurance**

**Article 18 Dérogations aux documents généraux**

## Chapitre I Stipulations générales

### ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES

#### 1.1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet la prestation d'accompagnement au changement, à travers l'accompagnement et la formation du CODIR, de la ligne managériale et des pilotes de projets de la CPAM de la Haute-Vienne.

Il comporte ainsi 3 axes :

- Accompagnement managérial ;
- Appui du CODIR au déploiement du projet d'entreprise ;
- Développement de pratiques de travail conformes aux valeurs partagées et à la raison d'être de la CPAM.

**Lieu de prestation du service** : LIMOGES, siège de la CPAM de la Haute-Vienne.

#### 1.2. Règlementation

Le marché est passé selon la procédure formalisée avec appel d'offre ouvert en application des articles R.2124-1 et R.2124-2 et des articles L.2124-1 et 2 du Code de la Commande Publique.

Il est passé conformément à l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation des marchés des organismes de sécurité sociale.

Les prestations souhaitées par l'organisme sont décrites dans ce présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).

#### 1.3. Forme du marché

Cet accord cadre est mono-attributaire à bons de commande, avec pour maximum, 150.000€ H.T., en application des articles R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique, pour la durée de l'accord cadre.

Les bons de commande seront émis au fur et à mesure des besoins, sur la base des prix indiqués dans le BPU.

## ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG Prestations Intellectuelles, les documents contractuels prévalent dans l'ordre de priorité ci-dessous :

- 1- L'ATTRI1 – Acte d'Engagement ainsi que ses annexes :
  - Annexe 1 à l'AE – le Bordereau de Prix Unitaire (BPU),
  - Annexe 2 à l'AE – le Cadre de Réponse Technique (CRT).
- 2- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et son annexe :
  - Annexe 1 au CCAP – l'Acte Contractuel de Confidentialité (ACC),
- 3- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP),
- 4- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de prestations intellectuelles (CCAG PI) \*
- 5- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicable aux prestations, objet du marché \*
- 6- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché,
- 7- Le mémoire technique.

\* Ces documents sont des documents généraux que le titulaire peut se procurer sur le site internet de la Direction des Affaires Juridiques du Ministère chargé de l'économie.

En cas de contradiction entre les clauses des différents documents contractuels du marché, la clause à retenir est celle figurant sur le document de priorité supérieure.

L'original de chacun de ces documents, conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi.

## ARTICLE 3 - DEVOLUTION

En application de l'article L.2113.10 du code la commande publique, le présent marché n'est pas alloti.

## ARTICLE 4 – DUREE DU MARCHÉ

Durée totale de l'accord cadre : 34 mois

Date de début prévue : 15 février 2026

Date de fin prévue : 15 décembre 2028

La durée d'exécution de l'accord-cadre commence à courir à partir de la date de début prévue si la notification d'attribution est antérieure à cette date.

Caractéristiques du délai d'exécution de l'accord cadre :

Par dérogation à l'article 13.1.1 du CCAG prestations intellectuelles, le délai d'exécution du marché commence à courir à la date fixée ci-dessus.

En cas de nécessité, le marché pourra faire l'objet d'une prolongation par avenant.

## ARTICLE 5 – INTERVENANTS

### 5.1. Sous-traitance

#### Présentation d'un sous-traitant

Le titulaire de l'accord-cadre peut, sous sa responsabilité, sous-traiter uniquement l'exécution de certaines parties de l'accord-cadre, conformément aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique.

**Ainsi, la sous-traitance totale de l'accord-cadre est interdite.**

#### Modalités d'acceptation du sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement

Le titulaire doit préalablement obtenir de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Ces deux formalités exigées doivent être constatées par un acte spécial signé par l'acheteur et par le titulaire, pouvant prendre la forme du formulaire DC4.

La demande doit contenir :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues au projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie ;
- Une déclaration attestant que le sous-traitant n'est pas placé dans un des cas d'exclusion de la procédure de passation mentionné au chapitre Ier du titre IV du code de la commande publique ;
- L'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou une main levée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créance afin d'établir qu'aucune cession ni aucun nantissement de créance résultant de l'accord-cadre ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Le titulaire qui recourt à la sous-traitance des prestations du contrat, sans avoir au préalable obtenu de l'acheteur l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement encourt la résiliation de l'accord-cadre à ses torts exclusifs.

#### Païement direct des sous-traitants

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées, est payé directement par l'acheteur, pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution.

### 5.2. Groupement d'opérateurs économiques

Si le groupement titulaire de l'accord-cadre est conjoint, chaque membre du groupement s'engage à exécuter les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans l'accord-cadre. Chaque membre du groupement est rémunéré sur son compte, pour la part des prestations qu'il a réalisés.

Si le groupement titulaire de l'accord-cadre est solidaire, chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité de l'accord-cadre. Le paiement se réalise sur un compte au nom du groupement.

## CHAPITRE II Conditions financières du marché.

### ARTICLE 6 - FORME DU PRIX ET CONDITIONS DE VARIATION

#### 6.1. Modalités de fixation des prix

La rémunération du présent accord-cadre se fait sur la base de prix forfaitaires et unitaires.

#### 6.2. Contenu du prix

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG prestations intellectuelles, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Toutefois, les frais engendrés par l'absence de demande du titre de transport administratif par le titulaire ou par le retard du titulaire à présenter cette demande restent à sa charge. Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

#### 6.3. Variation des prix

S'agissant d'un marché de services courants, les prix du marché ne font pas l'objet d'une actualisation.

### ARTICLE 7 - AVANCE

Aucune avance ne sera accordée pour cet accord-cadre.

### ARTICLE 8 - MODALITES DE PAIEMENT

#### 8.1. Délai de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours calendaires. Le point de départ du délai de paiement est la date de réception de la demande de paiement par l'acheteur.

Les factures sont transmises par l'intermédiaire du portail de facturation Chorus Pro, la date de réception de la demande de paiement correspond à :

- la date de notification à l'acheteur du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation Chorus Pro.

Lorsque les sommes dues au titulaire n'ont pas été payées à l'échéance du délai de paiement, celui-ci a droit au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement (d'un montant de 40 €), dans les conditions prévues par l'article L. 2192-13 et suivants du code de la commande publique.

## 8.2. Facturation

La transmission des factures sera effectuée sous un format électronique, conformément aux articles L 2192-1 à L 2192-7 du code de la commande publique.

Les titulaires sont dans l'obligation d'adresser leurs factures sous format électronique par l'intermédiaire du portail de facturation Chorus Pro mis gratuitement à leur disposition.

Le titulaire devra adresser ses factures selon l'un des modes de transmission proposé par Chorus Pro et suivre le traitement de ces dernières.

Pour de plus amples informations sur le fonctionnement de cette solution, le titulaire pourra se connecter sur le site d'information accessible à l'adresse suivante :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

### Information sur l'Acheteur :

Nom : CPAM de la Haute-Vienne

SIRET : 77807311400010

Pas de service et pas de n° d'engagement

En application de l'article D2192-2 du code de la commande publique, la facture électronique doit obligatoirement comporter les mentions suivantes :

- 1- La date d'émission de la facture ;
- 2- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4- En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5- La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6- La date d'exécution des services ;
- 7- La quantité et la dénomination précise des prestations réalisées ;
- 8- Le prix unitaire hors taxes des prestations réalisées ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9- Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10- L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11- Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Le titulaire est informé que l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Ainsi, lorsqu'une facture lui est transmise en dehors du portail de facturation, l'acheteur pourra la rejeter après avoir informé le titulaire par tout moyen de son obligation de transmettre ses factures par l'intermédiaire de ce portail et l'avoir invité à utiliser le portail de facturation.

Le titulaire sera averti par tout moyen donnant date certaine de l'envoi des raisons qui s'opposent au paiement. La répétition d'erreurs sur les factures entraînera leur rejet systématique sans que l'acheteur soit tenu de procéder à la rectification de chaque prix. Les conséquences de ces négligences seront supportées par le titulaire sans qu'il puisse prétendre de ce fait aux intérêts moratoires.

#### ARTICLE 9 - RETENUE DE GARANTIE

Le titulaire est dispensé de la constitution d'une garantie.

### CHAPITRE III Conditions d'exécution du marché

#### ARTICLE 10 – MODALITES DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES

##### Représentation du titulaire :

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personne(s) physique(s), habilitée(s) à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

En cours d'exécution du marché, le titulaire est tenu d'informer l'acheteur de toutes modifications se rapportant aux personnes ayant le pouvoir de l'engager, à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou à sa dénomination, à son adresse ou à son siège social, ainsi qu'aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitants et l'agrément de ses conditions de paiement et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

##### Bons de commande :

En complément des dispositions de l'article 3.7 du CCAG prestations intellectuelles, les bons de commande sont notifiés par l'acheteur au titulaire. Les bons de commande devront comporter les mentions suivantes :

- 1- Le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- 2- La date et le numéro du marché ;
- 3- La date et le numéro du bon de commande ;
- 4- Le montant du bon de commande ;
- 5- Les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- 6- Les lieux d'exécution des prestations ;
- 7- La nature et la description des prestations à réaliser.

Si un bon de commande est émis en fin d'exécution du marché, il reste valide après l'expiration du marché.



## ARTICLE 11 – EXECUTION DES PRESTATIONS

### Lieux d'exécution :

Le titulaire doit faire connaître à l'acheteur, sur sa demande, le lieu d'exécution des prestations. L'acheteur peut en suivre sur place le déroulement. L'accès aux lieux d'exécution est réservé aux seuls représentants de l'acheteur.

Les personnes qu'il désigne à cet effet ont libre accès aux seules zones concernées par l'exécution des prestations prévues par le marché, dans le respect des consignes de sécurité prévues pour le site.

## ARTICLE 12 – PROPRIETE INTELLECTUELLE

### Utilisation des résultats

Conformément au chapitre VI du CCAG Prestations Intellectuelles, le titulaire accorde à l'acheteur les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché.

## ARTICLE 13 – CONFIDENTIALITE DES DONNEES – SECURITE DU SYSTEME D'INFORMATION

Les données contenues dans les supports et documents, quels qu'ils soient, sont strictement couverts par le secret professionnel (art. 226-13 du Code Pénal) ; il en va de même pour toutes les données dont le titulaire prendrait connaissance à l'occasion de l'exécution du présent contrat.

Le titulaire s'engage donc à respecter les obligations de confidentialité des données et à les faire respecter à son personnel. A ce titre, il n'a pas le droit de les communiquer à qui que ce soit, d'utiliser les documents et informations traitées à des fins autres que celles spécifiées au présent contrat.

En cas de non respect des dispositions précitées, la Caisse primaire pourra prononcer la résiliation du contrat, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

De plus, le titulaire veillera à communiquer à ses salariés devant intervenir sur les différents sites de la Caisse primaire les consignes incluses dans le document s'appelant « Livre de Sécurité de l'Information ».

Ce document sera transmis avec la notification du marché.

Il est établi entre le titulaire et l'organisme un Acte Contractuel de Confidentialité joint en annexe 1 au présent CCAP.

## ARTICLE 14 – PENALITES ET PRIMES

### 14.1. Pénalités

#### Pénalité journalière pour le retard d'exécution

Conformément à l'article 14.1 du CCAG Prestations Intellectuelles, en cas de retard dans l'exécution des prestations par le titulaire, l'acheteur applique une pénalité calculée par application de la formule suivante :

##### *Calcul des pénalités*

$$P = V * R / 3000$$

P = montant de la pénalité

V = la valeur de l'élément de mission auquel se rattache la prestation en retard et sur lequel est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, dudit élément de mission ;

R = le nombre de jours de retard.

##### *Plafond*

Le montant total des pénalités ne peut excéder 10% du montant total HT du marché.

##### *Exonération*

Les pénalités sont exonérées si leur montant total ne dépasse pas 1000€ pour l'ensemble du marché.

#### Pénalité pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité

Par dérogation à l'article 14.2 du CCAG Prestations Intellectuelles, en cas de violation des mesures de sécurité ou de l'obligation de confidentialité énoncées à l'article 5.1 du CCAG Prestations Intellectuelles, le titulaire s'expose aux pénalités suivantes :

- En cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles n'impliquant pas des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 2% du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur ;
- En cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles impliquant des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 5% du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur.

En cas de constatation de plusieurs faits générateurs, les pénalités ainsi établies sont appliquées de façon cumulative.

### 14.2. Primes

#### Dérogations ou précisions relatives aux primes :

Les documents du marché ne prévoient pas le versement de primes.

## ARTICLE 15 – MESURES CORRECTIVES

### Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Conformément à l'article 27 du CCAG prestations intellectuelles, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit lorsque le titulaire n'a pas déferé à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou aux ordres de service, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché pour faute du titulaire, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

## ARTICLE 16 – CAS DE RESILIATION

Les dispositions du chapitre V du titre IX du livre 1er de la 2ème partie du code de la commande publique s'appliquent.

### Principes généraux :

Conformément à l'article 36 du CCAG Prestations Intellectuelles, l'acheteur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 38 du CCAG Prestations Intellectuelles, soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 39 du CCAG Prestations Intellectuelles, soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 37 du CCAG Prestations Intellectuelles.

L'acheteur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, selon les modalités prévues à l'article 40 du CCAG Prestations Intellectuelles.

## ARTICLE 17 — ATTESTATIONS FISCALE – SOCIALE - ASSURANCE

Le titulaire remettra au pouvoir adjudicateur tous les 6 mois et jusqu'à la fin de l'exécution du marché une attestation de vigilance justifiant de la fourniture des déclarations sociales et du paiement des cotisations et contributions sociales auprès des organismes de l'URSSAF et une attestation de régularité fiscale.

Le titulaire contracte les assurances couvrant sa responsabilité en matière d'accidents de travail. Il contracte également les assurances couvrant sa responsabilité civile, pour les dommages matériels et corporels pouvant être causés à l'acheteur et aux tiers lors de l'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire justifiera qu'il a souscrit ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation en cours de validité, précisant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire produit cette attestation, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

**ARTICLE 18 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX**

Il est dérogé à l'article 4.1 du CCAG Prestations Intellectuelles.

Il est dérogé à l'article 13.1.1 du CCAG Prestations Intellectuelles.

Il est dérogé à l'article 14.2 du CCAG Prestations Intellectuelles.